



Egalité et citoyenneté : que sont devenues les colonies de vacances ?

Magalie Bacou, Yves Raibaud

► To cite this version:

Magalie Bacou, Yves Raibaud. Egalité et citoyenneté : que sont devenues les colonies de vacances ?. La revue Foéven - Ressources éducatives, 2016, Ressources Educatives - Revue Foeven, Citoyennetés (172), pp.61-63. hal-01560874

HAL Id: hal-01560874

<https://hal.science/hal-01560874>

Submitted on 12 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Magalie Bacou est sociologue, chargée d'étude à l'Institut Régional du Travail d'Occitanie, chercheure associée au Centre d'Etude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir (CERTOP) au sein de l'Axe INTRA : Intelligence du (genre au) travail.

Yves Raibaud est géographe, maître de conférences HDR au département Carrières Sociales de l'IUT Bordeaux Montaigne, UMR 5139 Passages. Il est membre du Haut Conseil à l'Egalité entre les Femmes et les Hommes.

Egalité et citoyenneté : que sont devenues les colonies de vacances ?

Inscrites dans le courant de l'éducation populaire, nos chères colonies de vacances, si l'on en croit le succès du film « Nos jours heureux »¹, connaissent pourtant une forte désaffection. Comme le montre le rapport de recherche commandé par le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports (MVJS), la baisse chronique du nombre de départs en séjours de vacances s'accompagne d'un étiolement de la mixité sociale en leur sein². A l'heure où les questions d'égalité et de citoyenneté sont une priorité de l'Etat, peut-on se passer de ce vecteur essentiel de mixité que sont les camps et colos ?

Les chiffres révèlent le lent déclin des colos

Près de 4 millions d'enfants et de jeunes partaient en vacances dans les colonies des années 1960. Aujourd'hui, on compte seulement 1,2 million de départs en séjours de vacances. La baisse des effectifs des colos commence à partir de 1965 et le champ est vraiment en difficulté à partir du milieu des années 1990. Depuis 1995, on compte 30 000 départs en moins par an. Cette chute du nombre des départs s'accélère puisque pour la période septembre 2014 à septembre 2015, la baisse des effectifs est de 105000. Pour cette année (sept. 2015 – sept. 2016), l'UNAT³ annonce des baisses de moins 15 à moins 25%.

D'un strict point de vue comptable, nous pourrions annoncer la fin probable des colos à l'horizon 2030. Pourtant, l'arrivée d'entreprises sur le marché des colos, l'organisation de colloques à visée prospective autour des colos de 2020, ainsi que l'existence de segments en expansion tels que les séjours courts ou le succès relatif du scoutisme sont autant de signes de la vitalité du secteur, en l'absence d'un marché moribond. Nous concluons donc plutôt sur une mutation en cours de la colo qu'il s'agirait d'accompagner.

¹Sorti sur les écrans en 2006, ce film d'Eric Toledano et Olivier Nakache a réuni 1,5 million de spectateurs-trices, avec une équipe d'animation incarnée notamment par Jean-Pierre Rouve, Joséphine de Meaux, Marilou Berry, Omar Sy.

²Bacou M., Bataille J.-M., Besse-Patin B., Bocquet J.-M., Carton E., Claude V., Dheilly C., Kérivel A., Raibaud Y., 2016. Des séparations aux rencontres en camps et colos. Rapport d'évaluation du dispositif #GénérationCampColo, Les Éditions Le social en fabrique, avril 2016 : <http://www.lesocialenfabrique.fr> Ce rapport recense les données statistiques sur 42 000 séjours organisés en France. Une étude qualitative a été réalisée sur 24 sites sélectionnés par le MVJS dans le cadre du dispositif #GénérationCampColo. L'analyse s'appuie sur des séries d'observations et 120 entretiens réalisés auprès de responsables de séjours, d'enfants et de jeunes, de responsables associatifs. Près de 10 heures de vidéo ont servi de support à l'élaboration de cartes sensibles par les animateurs-trices et les enfants, des sociogrammes ont été récoltés sur les sites. 95 dossiers retenus par le ministère ont fait l'objet d'une analyse détaillée, complétée par une revue de littérature (468 occurrences).

³Union Nationale des Associations de Tourisme.

Mixité vs séparation : les causes du déclin

Répondant à des préoccupations hygiénistes puis considérées comme un outil de socialisation collective d'enfants et de jeunes, les colonies de vacances ont été progressivement transformées en produits marchands. Autrefois une organisation éducative véhiculant des valeurs ; aujourd'hui une offre d'activités segmentées, pas toujours présentées comme éducatives, visant à séduire les familles. Les années 1980 sont marquées par la disparition progressive des colonies généralistes et leur remplacement par des séjours à thème (sports d'hiver, musique, poney, anglais). Avec l'abandon progressif des colos par des municipalités ou des comités d'entreprise qui les réalisaient eux-mêmes, les années 1990 voient l'apparition de nouveaux organisateurs, prestataires de séjours pour enfants ou jeunes, tels qu'Aludéo (1994) ou Telligo en (1996), dans une logique de marché.

Faire appel à des prestataires accroît nécessairement leur coût, en particulier lorsqu'ils nécessitent l'intervention d'un personnel spécialisé en renfort de l'équipe d'animation. Les colos étaient nées d'initiatives philanthropiques chrétiennes ou laïques. Celles du secteur marchand sont bien loin du bénévolat des organisateurs d'antan. Les bénévoles jouaient un grand rôle dans l'économie générale du système. Ils véhiculaient en particulier les valeurs des colos auprès des parents et des enfants en complément de leurs socialisations familiale et scolaire. Lorsque les colos deviennent des produits marchands, elles s'éloignent de leurs publics naturels et les effectifs chutent. La diminution du nombre de départs a eu l'effet pervers de stimuler la concurrence des organisateurs de séjours qui ciblent les familles les plus aisées, attirées par la consommation de loisirs spécialisés, ou celles qui sont soutenues par les comités d'entreprise. Vu le rétrécissement du marché ce secteur est à son tour en crise.

Du côté des moins dotés, les colos ont été remplacées par des séjours courts (une semaine ou moins) organisés par les services d'animation des communes, souvent dans le cadre de dispositifs subventionnés par la Politique de la Ville. Dans un premier temps (1990-2010) on a constaté l'augmentation de ces mini-séjours organisés par des accueils de loisirs ou des accueils jeunes, dont généralement, parents et enfants connaissent déjà les équipes d'animation. Depuis 2012, cette progression des séjours courts s'est elle aussi arrêtée. Même s'ils présentent un intérêt éducatif certain, les séjours courts n'ont pas le potentiel socialisateur des anciennes colos qui permettaient d'expérimenter une vie en collectivité, à distance de la famille et de l'environnement habituel, notamment à travers les divers temps informels que sont le lever, le coucher, la toilette et l'ensemble des tâches collectives auxquelles chacun.e participe, parfois même avant de l'avoir fait chez soi (préparation des repas, vaisselles etc.). Outre les temps d'échanges, de jeux, d'amusement et de plaisir, elles donnent aussi l'opportunité à des enfants ou des jeunes qui le souhaitent d'imaginer, de monter et réaliser un projet collectif en étant accompagnés.

En cause : une gestion technocratique des vacances

Notre rapport de recherche a cherché en préalable à contextualiser la commande du MVJS : avant de s'interroger sur la manière de faire société avec les camps et colos, en recréant de la mixité (sociale, de sexe, selon la couleur de peau, intégrant le handicap etc.), condition de l'apprentissage de l'égalité et de la citoyenneté, le rapport s'intéresse aux mécanismes de la séparation des publics. Les colos des années 1960, dont il reste de très nombreuses archives, mélangeaient beaucoup plus facilement les classes sociales, les sexes et les âges, en cohérence avec des valeurs majoritairement partagées par le monde de l'éducation populaire et de l'animation. Le rapport identifie notamment la disparition des bâtiments qu'on appelait les colos, qu'elles soient des propriétés d'origine privée (entreprises, églises) ou publiques (associations laïques, communes) comme un élément central. Dans les Alpes Maritimes, on comptait 50 bâtiments au début des années 1960 : il n'en reste plus qu'un aujourd'hui. L'histoire raconte comment une gestion technocratique des vacances (mettant en avant d'une façon stricte la sécurité, l'hygiène, les normes alimentaires, l'accès handicap etc.) a engendré la fermeture d'un

nombre incalculable de colos qui œuvraient efficacement pour la mixité. Depuis, la vente du patrimoine des communes s'est accélérée, l'abandon des colos se doublant au passage de considérables plus-values financières pour les communes qui possédaient ce foncier bâti dans des lieux de forte pression immobilière : côtes basque, landaise et méditerranéenne ou Morbihan⁴. Comme il a été dit plus haut la hausse des coûts (liée à la mise aux normes et à la stagnation des subventions) a incité les organismes survivants à développer des stratégies commerciales pour récupérer les publics solvables en proposant des activités et des lieux spécialisés : colos astronomie, ski, poney, anglais, danse, théâtre, orchestre, rafting, surf etc. Or ce que montrent les études récentes sur les activités de loisirs des jeunes est qu'elles fonctionnent comme des opérateurs, consacrant la séparation des publics entre garçons et filles, riches et pauvres, issus des centre-ville ou des banlieues. De l'autre côté du périphérique, la Politique de la Ville et les dispositifs mis en place par les municipalités prennent une autre dimension, actant la fracture sociale (Jacques Chirac, campagne présidentielle de 1995) et le développement séparé des populations. Des dispositifs spécifiques orientés vers la prévention de la délinquance, proposent des activités spécialisées vers le public cible : les jeunes garçons des cités. Rap, hip-hop, futsal, boxe, graff, Bmx, karting ou laser-park : *exit* les filles des vacances des pauvres.

La colo : un modèle pédagogique inclusif

Autre point saillant du rapport : la pédagogie. Les camps et colos généralistes, durant deux, trois ou quatre semaines, offraient tout le bénéfice de séjours qu'on appellerait aujourd'hui « de rupture » s'il s'agissait de populations fragiles (toxicomanes, anorexiques, mineurs suivis par la justice ...) mais dont le profit pour tous les enfants à l'époque apparaissait évident. Les activités, même organisées, laissaient la place à de multiples variations des emplois du temps (choix des activités, temps libre, repas, nuits, fêtes et veillées), favorisant les amitiés et amours de vacances, propices au mélange, aux rencontres. L'aspect un peu rigide, voir paramilitaire de certaines colos (heures fixes du lever, des repas, des activités, de la toilette, du coucher) étaient contrebalancées par de nombreuses initiatives pédagogiques alternatives : lorsque l'heure du lever est celle où l'on se réveille et l'heure du petit-déjeuner celle où l'on a faim, qu'on peut choisir une activité encadrée ou rester jouer dans sa tente ou dans sa chambre, seul.e ou avec d'autres ; lorsqu'on participe à la confection des repas et qu'on peut organiser soi-même une rando avec un.e anim... il devient plus facile de traverser les frontières d'âge, de classe, de sexe, d'handicap et de créer des affinités. Ainsi en est-il à la colonie de Courcelles située en Seine et Marne et décrite dans le rapport. A travers cet exemple et d'autres encore, on voit bien comment la colo peut être inclusive et atteindre les objectifs de mixité et de citoyenneté fixés par le dispositif #GénérationCampsColos.

Au-delà de son acception comptable et du processus qu'elle désigne, la notion de mixité est ambivalente. D'une part, elle signifie le mélange de deux parties pensées comme différentes, d'autre part, elle véhicule l'idée de séparation puisqu'elle désigne le fait de mettre ensemble des parties préalablement pensées comme distinctes. La hiérarchie des groupes sociaux engendre des inégalités et les discriminations, voire un entre soi qui, par définition, exclut, tout ceci ne favorisant pas une vie sociale pacifiée. L'assouplissement de ces segmentations et l'existence de passerelles entre groupes sont indispensables pour faire respirer notre société et la préserver de l'implosion. La mixité dans les camps et colos constitue un outil irremplaçable pour l'égalité et à la citoyenneté, dans la mesure où elle ouvre la possibilité des rencontres. Encore faut-il qu'elles soient organisées dans ce but.

Le retour des colos est-il possible ?

La baisse des départs en vacances des enfants pour des raisons économiques est inavouable pour un Etat républicain, comme le serait la réduction des soins ou de l'offre d'éducation. Le retour en arrière

⁴JournalLe Monde du 30/31 juillet 2016, Sylvia Zappi, *Les colonies de vacances font moins recette*. Aurélie Collias, *La colo n'est plus ce lieu de brassage des jeunes*, entretien avec Yves Raibaud.

(construire 6000 colos aux normes permettant d'accueillir 3 millions d'enfants, subventionner tous les départements ?) apparaît pourtant difficile, même avec l'aide des Caisses d'Allocations Familiales (Caf), seul organisme à pouvoir tenir financièrement ce cap du départ en vacances pour tous et toutes. Les Caf se sont de plus en plus consacrées à l'aide au départ en famille : une autre option, humaniste certes, mais moins favorable au mélange, à la rencontre et au-delà, à l'éducation à l'égalité et à la citoyenneté. La tentation de l'Etat gestionnaire (la main droite de l'Etat selon Pierre Bourdieu) serait de laisser le secteur privé développer l'offre de vacances pour ne subventionner que l'accueil des publics prioritaires au sein de cette offre. Sur cette stratégie, la conclusion du rapport est sans appel : l'insertion mécanique des publics spécifiques par le subventionnement ne va pas de soi. Il produit même un effet pervers : ainsi l'insertion d'enfants présentant des troubles du comportement dans une colo à thème (théâtre, sport, musique) ou l'arrivée d'un groupe de garçons de banlieue dans un séjour de vacances sur la Côte d'Azur ont toutes les chances de se terminer mal, de renforcer les cloisonnements et de maintenir la croyance d'une impossible cohabitation.

En préconisant l'accueil inconditionnel et l'accueil universel, les conclusions du rapport invitent au contraire à renouveler l'offre de vacances selon un modèle inclusif, s'appuyant sur l'expérience des associations et municipalités qui ont développé des compétences éducatives dans ce domaine. Des exemples présentés dans le document s'en rapprochent (scoutisme laïque, chantier de Vaunières, Cités d'enfants...). Ces lieux qui, par les activités et les temps de vie proposés, séparent peu ont la possibilité de faire un travail sur la mixité, permettant une inclusion en douceur, avec la participation des enfants et jeunes eux-mêmes, elles et ils fassent ou non partie des personnes ou des groupes discriminés.

Le déclin des colos est-il vraiment insurmontable du point de vue économique ? L'exemple du scoutisme (qui se sort plutôt bien de la crise) montre que le camp sous toile, associé à certaines formes d'engagement et de bénévolat, a plus que jamais les faveurs d'un large public. Plutôt que la consommation excessive de loisirs organisés dans des lieux saturés de tourisme, l'écoresponsabilité, le développement durable, les transformations du monde rural appuyées sur l'économie sociale et solidaire ouvrent de multiples portes pour un usage ludique et éducatifs des espaces naturels. Ce ne sont que quelques-unes des préconisations de ce rapport de recherche sur les colos. Elles croisent probablement tout ou partie des enjeux de la loi égalité, citoyenneté récemment votée par le parlement.

Mixité dans les activités de loisir. La question du genre dans le champ de l'animation, M. Bacou et Y. Raibaud, *Agora Débats Jeunesse*, n° 59, Injep, octobre 2011.

Architectures et éducation : les colonies de vacances, Jean-Marie Bataille et Audrey Levitre, éd. Matrice, 2010, 33 €